



Développer la résistance des petites économies insulaires : des vulnérabilités aux opportunités

Hôtel Victoria, Pointe aux Piments, Ile Maurice, 23-24 avril 2012

<http://brusselsbriefings.net> et <http://acpbriefings.net>

MESSAGES CLES DU BRIEFING DE MAURICE

1. Contexte

Les Nations Unies classifient actuellement 52 pays et territoires comme **petits États insulaires en développement** (PEID)¹. Il s'agit d'un groupe varié de plus de 50 millions d'habitants, dont 43 dans les régions des Caraïbes et du Pacifique. Ce groupe inclut des pays relativement riches, mais aussi certains des pays les plus pauvres au monde.

Bien que les petites nations insulaires d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique présentent des différences significatives en termes de taille, de population, de conditions sociales et économiques et de niveau de vie, leur petite taille leur cause de nombreux inconvénients, tels qu'une gamme de ressources limitée, une dépendance excessive au commerce international, des frais de transport et de communication élevés ou une forte densité de population. Du fait de leur petite taille, de leur isolement et de la fragilité de leurs écosystèmes, leur diversité biologique renommée compte parmi les plus menacées au monde. Les catastrophes naturelles constituent une préoccupation particulière les petites îles en raison de leur dépendance à l'agriculture et au tourisme, deux secteurs particulièrement vulnérables aux désastres naturels et environnementaux.

Lors de l'Assemblée parlementaire paritaire ACP-UE organisée en mai 2011 à Budapest, avec CTA, un groupe de parlementaires et d'ambassadeurs des pays ACP a soulevé la nécessité d'aborder la problématique des vulnérabilités spécifiques de certaines économies ACP. Un Briefing de Bruxelles et un Briefing régional ont été successivement organisés en 2012. Le 27^e Briefing de Bruxelles sur les Petites économies insulaires ACP : convertir les vulnérabilités en opportunités s'est tenu le 4 avril 2012 (voir <http://bruxellesbriefings.net/briefings-precédents/petites-economies-insulaires/>). Le Briefing régional de Maurice a été organisé les 23 et 24 avril 2012 en partenariat avec le gouvernement mauricien et la délégation de l'UE à Maurice.

120 participants ont assisté au Briefing de Maurice. Ils provenaient de presque toutes les îles du Pacifique, des Caraïbes et d'Afrique et comptaient des représentants des différents secteurs (public, recherche, privé, société civile, ACP, décideurs régionaux et nationaux). Le ministre mauricien des Affaires étrangères, l'Intégration régionale et du Commerce international (ancien ministre de l'Agriculture et négociateur en chef ACP-EU), le Dr Arvin Boolell, a ouvert le Briefing ; S.E. l'Ambassadeur Skerritt-Andrew, Président du Comité des ambassadeurs ACP et S.E. Jagdish Dharamchand Koonjul, Ambassadeur de Maurice à Bruxelles, ont participé activement aux débats en plus de leurs présentations respectives.

2. Engagements pris par les participants au Briefing de Maurice

Les petits États insulaires en développement (PEID) présentent des points communs en termes de vulnérabilités inhérentes en raison de facteurs internes et externes. Alors que les vulnérabilités sont irréversibles (exigüité du territoire, forte densité de population, faible base de ressource naturelles, etc.), les PEID peuvent accroître leur résistance aux

¹ Liste des petits États insulaires en développement : <http://www.un.org/special-rep/ohrls/sid/list.htm>

chocs externes. Des politiques et des stratégies solides, une bonne gouvernance, l'innovation, le **partage d'expertises et la généralisation de meilleures pratiques** sont des éléments clés dans la capacité des PEID à développer cette résistance.

2.1. Cadre politique favorable aux petites économies insulaires

- ✓ **Importance de parler « d'une seule voix »**
Les petites économies insulaires sont trop petites pour faillir et le coût d'une faillite est trop élevé.
Elles devraient avoir une position plus forte aux NU. Elles doivent également intensifier leur collaboration et accroître leur influence dans les instances internationales comme l'OMC, la CNUCED, l'UE et chercher à obtenir un traitement différencié. Les PEID ont besoin de visibilité aux grands sommets.
- ✓ L'Ambassadeur Skerritt-Andrew, Président du Comité des ambassadeurs ACP, et l'Ambassadeur Koonjul (Maurice) se sont engagés à accroître la visibilité des petites îles au niveau du **Groupe ACP** et dans l'UE, en particulier dans le contexte des négociations pour le 11e Fonds européen de développement (FED) qui pourraient prendre en compte les besoins spécifiques des petites îles dans les enveloppes régionales.
- ✓ **La gouvernance** est un élément clé dans la promotion du développement durable. Le rôle du secteur public dans la création d'un environnement porteur a été le moteur de la croissance des économies les plus dynamiques comme celle de l'île Maurice.
- ✓ **L'intégration interrégionale et la coopération régionale** ont été très efficaces dans certains domaines (commerce, pêche), même si un certain nombre de défis en matière de mise en œuvre demeurent. Le représentant du NEPAD s'est engagé à relever les défis des PEID dans le cadre NEPAD-PPDAA.
- ✓ Le Briefing a reconnu la nécessité « **régionaliser** » **Rio+20** et de discuter au niveau régional des résultats et des problèmes de mise en œuvre. Dans ce contexte, le Bureau pour le Pacifique de la CESAP a annoncé la tenue d'un événement régional après Rio.

2.2. Identifier les stratégies de promotion du développement durable dans les petites économies insulaires

- ✓ La diversification est un élément clé pour les petites économies. Elle peut être encouragée par des politiques solides et une **interpénétration accrue entre les secteurs** (agriculture, tourisme, ICT...).
- ✓ **Il est nécessaire d'intégrer l'agriculture** dans les secteurs clés des petites îles. La facture des importations de denrées alimentaires doit être réduite en s'approvisionnant auprès de producteurs locaux et en renforçant les organisations agricoles. **Il serait utile de concevoir des stratégies destinées à attirer les jeunes vers l'agriculture.**

- ✓ Le **capital social** est un des principaux actifs de petites îles qui ont besoin d'experts plus nombreux, qualifiés et spécialisés. La **migration de haut niveau** et la fuite des cerveaux auxquelles sont confrontées les PEID peuvent être transformées en un avantage dans le développement des ressources productives, par ex. avec les fonds envoyés par les émigrants. Des approches innovantes comme la migration circulaire à l'essai sur l'île Maurice peuvent être utilisées pour accroître les compétences tout en servant les besoins du pays.
- ✓ **La croissance verte et les investissements verts** ont le potentiel de favoriser la croissance des PEID. La promotion des récompenses écologiques pour les entreprises des Caraïbes est une manière d'encourager un virage vert de l'économie et de rassembler la recherche, le secteur privé et les administrations publiques.

2.3. Engager le secteur privé

- ✓ La nécessité de développer des partenariats intelligents entre acteurs publics, privés et du développement a été soulignée à plusieurs reprises. Les PPP sont essentiels pour relever la plupart des défis auxquels sont confrontées les petites îles en termes d'infrastructures, de transport et de communication, et d'accès au capital.
- ✓ Il est nécessaire de faciliter les transferts technologiques pour aider les PEID à développer des technologies alternatives et appropriées. Le Briefing a proposé la création d'une Facilité le transfert technologique qui pourrait fonctionner sur base coopérative et permettre ainsi aux petites îles d'accéder plus aisément aux technologies coûteuses.
- ✓ Le Briefing a recommandé d'identifier des champions au sein du secteur privé et de promouvoir l'entrepreneuriat dans les petites îles.
- ✓ En termes d'accès au marché, le Briefing a recommandé d'accroître la valeur des produits en provenance de petites îles par la promotion de l'image de marque et un choix de produits et de marchés distinctifs et différenciés.

2.4. Partager les solutions pratiques

- ✓ Le Briefing a recommandé à la CTA de créer une plate-forme en ligne qui fournira des informations clés sur les petites économies insulaires et promouvra le partage de connaissances et le dialogue dans les domaines prioritaires.
- ✓ Il est important de documenter les meilleures pratiques et les exemples de réussite. La CTA et ses partenaires sont invités à soutenir des centres et réseaux d'excellence dans les régions ACP.
- ✓ Le renforcement des partenariats et la promotion de nouveaux modèles financiers profiteront aux petites économies insulaires en comblant le fossé entre les partenaires de développement et le secteur privé. Les exemples de réussite doivent être documentés et partagés.

3. Actions pour 2012 et au-delà

3.1. Niveau mondial

- La CTA et ses partenaires développeront des activités de sensibilisation conjointes avec le Haut Représentant des Nations unies pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement (UNOHRLLS), en particulier dans le contexte post-Rio+20.
- La CTA et ses partenaires (NU, CE, Groupe ACP, secrétariat du Commonwealth, Commission de l’océan Indien, organisations régionales) lanceront une plateforme de partage des connaissances et des capacités destinée à échanger expériences et meilleures pratiques sur les principaux thèmes prioritaires pour les petites économies insulaires, parallèlement aux notions de vulnérabilités et de résistance communes et différenciées.

3.2. Niveau politique ACP-UE

- S.E. l’Ambassadeur Skerritt-Andrew et S.E. l’Ambassadeur Jagdish Dharamchand Koonjul ont évoqué la nécessité d’aider les PEID lors des événements ACP-UE de haut niveau (Comité des ambassadeurs, Assemblée paritaire ACP-CE et Conseil des ministres).
- La nécessité d’un support spécifique pour les PEID sera soulevée au Conseil des ministres ACP et au Conseil des ministres ACP-UE qui se tiendra à Vanuatu à la mi-juin 2012, en particulier dans les contextes des ressources du 11^e FED.
- La CTA et ses partenaires partageront des ressources techniques sur la plateforme capacity.org de la CE.
- Un Briefing de Bruxelles pourrait également être organisé en 2013 pour étudier la croissance verte et la régionalisation de Rio+20 pour les cas spécifiques aux petites économies insulaires.

3.3. Niveau régional

- La CTA coorganisera avec les États de la Caraïbe orientale et le CDE un forum sur les investissements dans la croissance verte pour les Caraïbes. Des expertises et expériences clés y seront partagées entre les investisseurs, représentants du secteur public et les partenaires de développement qui soutiennent la promotion d’une stratégie sous-régionale sur la croissance économique verte (juillet 2012).
- La CTA unira ses forces pour organiser un Briefing régional dans le Pacifique avec la Commission économique et sociale des Nations unies pour l’Asie, le Bureau pour le Pacifique d’autres partenaires afin d’étudier la mise en œuvre de Rio+20 (août 2012).
- La CTA développera un protocole d’entente avec la Commission pour l’océan indien (COI) et collaborera plus spécifiquement sur le partage des ressources et des meilleures pratiques. La COI est intéressée par la gestion d’une plateforme web pour la région (septembre 2012).

Informations disponibles

- Toutes les présentations sont en ligne. Un lecteur a été réalisé (http://www.acpbriefings.net/briefings/small_island_economies/)
- Une note de politique et un bref rapport ont été rédigés.
- La couverture médiatique est disponible : <http://www.acpbriefings.net/about-the-briefings/press-coverage/>
- Les formulaires d'évaluation des participants sont très bons. Une synthèse sera mise en ligne.
- Le webstream a très bien fonctionné et les vidéos seront en ligne au cours des semaines à venir.